

Compte rendu

Washington estime que Pyongyang n'a pas fait la transparence sur ses activités nucléaires

samedi 5 janvier 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2008).

TOKYO CORRESPONDANT

Le secrétaire d'Etat américain aux affaires asiatiques, Christopher Hill, doit se rendre en fin de semaine en Asie du Nord-Est afin d'élucider les raisons pour lesquelles la République populaire démocratique de Corée (RPDC) n'a pas respecté son engagement de révéler ses activités nucléaires avant le 31 décembre 2007.

Dans leurs éditoriaux du Nouvel An, les trois organes de presse du régime n'ont fait aucune allusion à ce manquement à l'engagement pris par Pyongyang en octobre, se contentant d'appeler les Etats-Unis à « *abandonner leur politique hostile* ».

Impasse du processus de dénucléarisation entamé par l'accord de février 2007, qui s'est traduit par la désactivation, en cours d'achèvement, de la centrale de Yongbyon ? Ultime épreuve de force entre Pyongyang et Washington ? C'est vers la seconde hypothèse que penchent les milieux diplomatiques à Séoul et à Tokyo. « *L'important n'est pas d'avoir ou non une déclaration à la date fixée mais que celle-ci réponde à nos demandes* », a précisé le 1^{er} janvier le porte-parole du département d'Etat, Tom Casey, étayant cette interprétation.

Au-delà du retard dans les livraisons de l'aide énergétique internationale (contrepartie à la désactivation de la centrale), évoquées par le directeur adjoint du bureau des affaires américaines du ministère des affaires étrangères nord-coréen, Hyun Hak-bong, qui pourraient conduire à « *ajuster* » (c'est-à-dire ralentir) le processus, la divulgation de toutes ses activités nucléaires par le régime est un point crucial des négociations entre Américains et Coréens.

En échange de la liste complète de ses programmes et de la révélation de ses stocks de plutonium, la RPDC obtiendra la levée des sanctions économiques américaines (notamment son inscription sur la liste de pays soutenant le terrorisme), qui l'isolent de la communauté internationale, ainsi que des garanties de sécurité.

Pour Washington, il en va une nouvelle fois dans cette affaire de sa crédibilité. La suspicion d'un programme d'enrichissement de l'uranium qu'aurait poursuivi clandestinement Pyongyang est la raison pour laquelle l'administration Bush a provoqué en octobre 2002 la crise qui a conduit la RPDC à se retirer du traité de non-prolifération. Reprenant ensuite sa production de plutonium (gelé par l'accord de 1994) qui lui a permis d'effectuer un essai nucléaire en octobre 2006.

Les services de renseignement américains sont aujourd'hui beaucoup moins certains que l'administration Bush ne le proclamait du degré d'avancement de ce programme. Et la Maison Blanche risque d'être prise une nouvelle fois en flagrant délit de désinformation. « *Beaucoup reste à*

confirmer sur les activités nucléaires nord-coréennes, en particulier en ce qui concerne l'uranium enrichi », peut-on lire dans un rapport au Congrès sur les armes nucléaires de la RPDC daté du 21 novembre 2007.

La RPDC a acheté des centrifugeuses au Pakistan et a reconnu s'être procuré en Russie des tubes d'aluminium à forte résistance (deux équipements nécessaires à l'enrichissement). A-t-elle été plus loin ? Son programme a-t-il jamais été opérationnel ? Le régime a toujours nié, au plus haut niveau, avoir poursuivi une telle activité. Mais peut-il contester en avoir eu l'intention ?

Washington attend une « *explication satisfaisante* » qui n'est pas forcément celle que peut (ou veut) donner Pyongyang. Le régime n'entend pas « abattre son jeu » au risque de perdre sa marge de négociation, alors que l'arrivée au pouvoir en Corée du Sud d'un président moins conciliant réduit déjà celle-ci.

Pour l'instant, en dépit d'une lettre de George Bush adressée, à la mi-décembre, au dirigeant nord-coréen Kim Jong-il, réaffirmant les engagements américains, Pyongyang cherche à entretenir l'ambiguïté tant sur ses activités d'enrichissement que sur ses stocks de plutonium (50 kg selon la CIA) afin de tester les intentions réelles de Washington.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 05.01.08. LE MONDE | 04.01.08 | 14h48 • Mis à jour le 04.01.08 | 14h48.